



## Contribution au groupe de travail PIIODMEP

### Contexte de la demande

Lors de notre prise de contact, Monsieur Henri Castellet, Coordinateur du groupe de travail a précisé un certain nombre d'éléments, notamment :

- le PIIODMEP doit être ancré dans les programmes, il s'inscrit dans le socle et fait référence à la loi sur l'OTLV, se déroule de la sortie du primaire à la fin du collège et se poursuit au lycée ; il est continu donc ses actions sont dissociées des temps forts de l'orientation ; les notions sont travaillées dans les diverses disciplines et mises en oeuvre dans des situations de mise en pratique ;

- les 3 objectifs sont :

- accéder à une bonne connaissance du monde économique et professionnel (le social étant abordé dans le nouveau socle) pour permettre à l'élève de développer progressivement son projet personnel et professionnel ;
- "validation" ou "valorisation" de ces savoirs et compétences par la mise en situation (l'ensemble devant être capitalisé pour concourir à l'acquisition de la compétence à s'orienter tout au long de sa vie et développer chez lui l'esprit d'initiative et la compétence à entreprendre ;
- aboutir à des choix "les plus éclairés possibles"

Nous avons été sollicités pour apporter une contribution écrite s'inscrivant dans le 3<sup>ème</sup> objectif, avec deux axes :

- rôle du COP dans une équipe éducative (au sens large, tout le monde concourt à l'orientation, y compris les TOS),
- rôle de fédérateur et d'observatoire du CIO, l'enjeu pour le lycée se situant plus dans les enseignements d'exploration que dans l'AP.

### La culture sociale, économique et professionnelle (CSEP)

Pour l'ANDCIO, ces trois aspects sont indissociables, et à considérer dans cet ordre.

Jusqu'à présent, l'éducation en général et l'orientation en particulier ont eu pour mission de « favoriser l'insertion sociale et professionnelle », d'où la mise en place d'actions basées sur le principe que l'élève n'appartenait pas, ou pas encore, à la société, et qu'il fallait le préparer à y entrer, et ceci sur le mode du passage d'une **statique**, celle de l'état d'élève, à une autre statique, celle de citoyen exerçant un métier, ce qui ne peut être que déstabilisant...

Or l'individu est un être social dès sa naissance, et son parcours de découverte commence dans les bras des siens, puis au gré des progrès de sa locomotion dans un environnement qui s'élargit très vite : famille, autres individus, lieux publics et institutions (commerces, lieux de soins médicaux, crèche, école...).

Le parcours de découverte est un **processus**...

**dynamique** et...

**continu** au cours duquel le jeune se trouve au centre d'**interactions** nombreuses.

L'école y contribue à raison de l'équivalent d'un jour par semaine sur 36 semaines par an ; des reproches de plus en plus insistants lui sont faits de ne pas être en prise avec la société où l'élève évolue les 6 autres jours et pendant les 16 autres semaines.

Aussi dans ces modestes proportions temporelles, les actions proposées par l'école doivent être particulièrement pertinentes et efficaces.

L'élève doit donc être perçu non seulement comme un membre de la société, mais aussi comme un de ses acteurs ; il faut pour cela se placer dans une perspective **dynamique** : permettre à l'élève de comprendre l'activité, la fonction des autres individus et des institutions proches de lui, puis plus éloignées, et des **liens** qui les unissent, et qui l'unissent à eux. La compréhension progressive du fonctionnement de la société arrive donc en premier, et sert de cadre à la découverte de la façon dont les biens et les services sont produits.

Les grandes fonctions (recherche, conception, production, commercialisation...), les échanges locaux, nationaux, internationaux, les relations entre les entreprises, les institutions, les états sont générateurs d'activités auquel l'individu aura à concourir pendant sa période d'activité à laquelle l'élève parviendra à un moment de son parcours.

Enfin et n'en déplaise à ceux qui croient encore que la bonne information fait la bonne orientation, l'information sur les métiers n'est que le troisième terme ; en effet, informer aujourd'hui un jeune collégien sur un métier, c'est l'informer sur le passé, car même s'il exerce ce métier quand il quittera le système de formation dans 5 ou 8 ou 12 ans, il n'a aucune chance de l'exercer dans les conditions de sa découverte. La découverte des professions actuelles peut servir de support pédagogique pour développer chez l'élève une attitude de curiosité vis-à-vis du monde environnant et pour enrichir sa compétence à s'informer.

Si le PIIODMEP n'en est pas que la partie pratique, mais comporte une composante de formation, il doit devenir le 6<sup>ème</sup> domaine de formation du **socle** pour constituer un ensemble cohérent permettant à l'élève d'acquérir une **culture** sociale, économique et professionnelle indispensable pour faire des choix éclairés : c'est à l'école que doit se faire l'apprentissage de la capacité à s'orienter tout au long de sa vie, et c'est à l'école que cette capacité aura à s'exercer une première fois par le choix d'une formation suivie de cycles d'emploi, de bilan de compétences, de formation continue, d'évolution dans l'emploi...

## Pourquoi les mesures antérieures n'ont pas porté leurs fruits ?

Depuis 2005, chaque année ou presque a connu la publication d'une mesure en faveur de l'orientation.

**2005** : textes nationaux d'orientations pédagogiques du **module de découverte professionnelle (6h)** et de l'**option facultative de découverte professionnelle (3h)** (arrêtés du 14 février 2005), parus quelques semaines avant la promulgation de la **loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école** du 23 avril 2005 ;

**2006** : décret (11 juillet) relatif au **socle commun de connaissances et de compétences** ;

**2008** : circulaire (11 juillet) sur le **parcours de découverte des métiers et des formations** ;

**2009** : loi relative à l'**orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie** (24 novembre 2009)

**2010** : circulaire (18 juin 2010) sur la mise en œuvre du **livret personnel de compétences**, avec des différences sensibles par rapport à la version précédente qui datait de 2009 (changement de vocabulaire, évaluation moins globale, datation des items).

Année scolaire **2010-2011** : **accompagnement personnalisé, enseignements d'exploration**.

**2013** : loi d'orientation et de programmation pour la **refondation de l'école de la République** (19 mars 2013)

**2014** : loi relative à la **formation professionnelle**, à l'emploi et à la démocratie sociale (7 février 2014)

Toutes ces mesures comportent des composantes d'orientation et d'évaluation, partielles mais avec des recouvrements d'une mesure à l'autre ; de plus, chacune des mesures ajoute un élément, parfois innovant, souvent pertinent, en supprimant dans le même temps un élément préexistant souvent nécessaire.

Ceci a jeté une grande perplexité chez les chefs d'établissement mis dans l'impossibilité de proposer un programme d'information, d'orientation et de préparation à l'insertion cohérent ; ce qui peut être illustré ainsi : le programme habituel du collège A prévoit une visite d'entreprise ; dans une classe la moitié des élèves choisit l'option DP3, l'autre le latin ; faut-il supprimer la visite pour les latinistes ou proposer une exploitation différenciée ou la même exploitation sans plus de valeur pour les DP3 ?

### Brève analyse :

Le module DP6, l'option DP3 et les enseignements d'exploration ont introduit la notion d'**évaluation**.

Le socle commun 2006, par le **caractère transversal des compétences** 6 et 7 permettait le croisement avec les autres composantes ; si on reprend l'exemple de la visite d'entreprise (7, autonomie et initiative), l'élève doit respecter les personnels et se conformer aux règles de sécurité (6, compétences sociales et civiques), poser des questions, comprendre et noter les réponses (1, maîtrise de la langue française), réaliser une présentation (4, maîtrise des règles usuelles de l'information et de la communication).

Le PDMF a introduit la **continuité** de la 5<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup> et de la 2<sup>nde</sup> à la terminale, et la **cohérence** entre les interventions des divers acteurs.

La loi de 2009 a établi un **lien entre orientation et formation** ; cependant elle ciblait plus particulièrement la formation continue, ce qui a poussé l'ANDCIO à poser la question de savoir quand commençait la vie, et faire admettre que la capacité à s'orienter tout au long de la vie (résolution européenne de 2008) devait s'acquérir à l'école. (*voir plus haut*)

La sortie du chapeau en 2010 de plusieurs versions successives du livret personnel de compétences, avec des décalages par rapport au socle qui était censé arriver à sa 4<sup>ème</sup> année de mise en œuvre, les interprétations diverses des items, le fleurissement de grilles dites d'évaluation aux lignes innombrables et l'instauration de critères de réussite variables, différents pour les élèves de l'enseignement général et de l'enseignement adapté constituent un condensé rare de mise en œuvre à éviter.

Le projet de socle nouveau s'expose aux mêmes inconvénients ; lors de la concertation, l'ANDCIO avait proposé qu'à l'instar de la recommandation européenne sur les compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (du 18 décembre 2006), chaque concept soit accompagné d'une courte définition, et qu'il y ait une correspondance entre socle et livret. Le PIIODMEP pourra peut-être fournir des exemples de ce que l'on peut faire...

La loi sur la formation professionnelle introduit une distinction entre l'orientation dite scolaire, et l'orientation et la formation tout au long du reste de la vie ; le passeport d'orientation, de formation et de compétences pourrait être la prolongation du passeport orientation formation (WebClasseur)... Les conventions Etat-Régions prévues dans la même loi devraient consacrer les partenariats qui existent entre les services de l'Etat et ceux relevant du SPRO coordonné par la Région, et assurer ainsi la continuité.

Le premier ministre a annoncé que la décision d'orientation reviendrait aux familles, et serait expérimentée en 3ème cette année, en 4ème et 3ème l'an prochain ; mise en oeuvre à sec, cette disposition risque d'être contreproductive, on peut espérer au contraire que l'acquisition progressive depuis la 6ème ou la 5ème d'une culture sociale, économique et professionnelle favoriserait un choix éclairé, ce qui est l'ambition annoncée du PIIODMEP.

### Que faire ?

Prendre en compte les principes constructifs des mesures antérieures. (*voir la brève analyse ci-dessus*)

Reprendre les éléments de l'instruction civique, de l'éducation civique, de l'éducation civique juridique et sociale (ECJS), de la vie sociale et professionnelle (VSP), de la DP, du PDMF, définir s'ils relèvent plutôt de connaissances ou de démarches ou activités à entreprendre, les grouper par compétences.

L'ANDCIO peut prêter son concours pour dresser un inventaire des items mentionnés une ou plusieurs fois notamment la DP3, la DP6, le PDMF, l'ancien socle, et qui pourraient conserver de la pertinence dans le PIIODMEP.

Pour éviter une dispersion et une perte de sens pour l'élève, l'ancrage de certains éléments dans les programmes devra néanmoins donner lieu à une matérialisation du fait qu'ils sont constitutifs de l'acquisition de la culture sociale, économique et professionnelle et s'inscrivent dans le PIIODMEP ; l'utilisation du WebClasseur semble propre à marquer le caractère pluridisciplinaire de la construction, et à garder la trace des démarches entreprises, et surtout de leur méthodologie.

Fédérer l'ensemble de ces éléments, sans doublons au sein d'**un PIIODMEP unique s'adressant à l'ensemble des élèves**, et pouvant trouver des prolongements dans les lycées professionnels ou généraux et technologiques. Si une mesure nouvelle est annoncée, elle devra s'inscrire dans le PIIODMEP et non se superposer comme dans le passé.

Rôle des COP et DCIO : contribuer à l'organisation et à l'évaluation des actions dans l'établissement et sur l'ensemble du bassin.

Rôle de fédérateur et d'observatoire du CIO : lieu ressource pour la conception de certaines actions ; liens avec les partenaires (*voir plus loin*) ; aide à l'élaboration d'instruments d'évaluation des politiques mises en oeuvre, par exemple par l'introduction du concept d'« indicateur retard » (qui donne le résultat final d'une action, parfois longtemps après son achèvement), qui serait utile par exemple pour des actions visant à diversifier l'orientation des filles, ou à réduire les écarts garçons-filles entre les filières professionnelles ou générales.

### Réunir les conditions de réussite

Il s'écoule en général 3 ans entre le moment où une mesure est publiée et le moment où elle atteint sa vitesse de croisière sur le terrain.

Au cours de la récente période de cascade d'annonces, chaque mesure nouvelle chassait la précédente, ce qui a élimé progressivement l'investissement des acteurs.

Outre des publications tardives (juin, juillet, août pour une mise en oeuvre dès la rentrée de septembre), les mesures s'adressent majoritairement aux enseignants qui ne possèdent pas spontanément les éléments pour les mettre en oeuvre.

Deux champs ont été particulièrement négligés, d'eux dépend l'efficacité de toute mesure future : l'évaluation et la formation des acteurs.

## L'évaluation

Schématiquement, dans le cadre limité qui nous préoccupe ici, les enseignants sont à même d'évaluer des *connaissances*, les COP sont à même d'évaluer des *aptitudes*, des motivations. Pour ce qui est de l'évaluation des *compétences*, certains tiennent pour impossible ce qui est pourtant le quotidien des autres : les intervenants en formation professionnelle, en formation continue, dans l'enseignement adapté, les enseignants de quelques disciplines (EPS, biologie, maths, sciences physiques...) évaluent totalement ou partiellement par compétences. En langues vivantes, on dispose du référentiel européen. D'autres enseignants de matières générales en collège ou lycée n'y sont pas familiarisés, « comment peut-on évaluer l'histoire ? »

Le projet de nouveau socle a évoqué la nécessité de faire évaluer l'évaluation des élèves, mais n'a pas tranché la question.

Or le système « enseignement/programmes/barèmes/notation » et le système « construction de compétences/objectifs/référentiels/évaluation » ne peuvent pas coexister, il faudra pourtant **arbitrer et décider qui des programmes ou des compétences est au service de qui** ; l'ANDCIO privilégie les programmes au service des compétences, l'inverse n'ayant pas de sens ; et il y a déjà eu deux précédents heureux dans l'éducation nationale :

- au début des années 1980, les CAP par unités capitalisables (CAPUC), avec des référentiels garantissant une formation et une évaluation homogène des candidats sur l'ensemble du territoire ;
- en 1985, les « objectifs de l'école », et les « objectifs du collège » publiés en livre de poche par J.-P. Chevènement, ministre de l'éducation nationale ; les enseignants n'ont pas manqué d'être surpris à l'époque en constatant que les programmes figuraient « en annexe » des objectifs, on pourrait dire aujourd'hui des compétences

Le PIIODMEP peut servir d'entrée à l'évaluation de compétences, communes à celles présentes dans les programmes, au travers d'actions construites dans ce sens.

Les participants aux groupes de travail nationaux, les formateurs relais académiques et les évaluateurs locaux agréés des CAPUC sont tous actuellement retraités, mais on peut retenir la procédure qui a été utilisée pour généraliser un dispositif complexe, sur l'ensemble du territoire national, et de façon homogène et efficace.

Rôle des COP et DCIO : plus près de nous, jusqu'au précédent appel d'offre de Pôle emploi, les GRETA étaient agréés pour réaliser des bilans de compétences adultes au profit de nombreux demandeurs d'emploi ; dans la moitié des cas, les bilans étaient réalisés dans les locaux du CIO, par des COP titulaires ou contractuels ; l'activité a sensiblement baissé, mais un nombre important de personnes ressources éventuellement mobilisables exerce encore dans les services.

*Voir également en annexe des actions basées sur l'ancien socle*

## La formation des acteurs

Comme indiqué précédemment, la compétence des acteurs à évaluer les compétences des élèves n'est pas innée. Celle à conduire des actions liées à l'orientation non plus.

Même si la loi de refondation (*voir extrait dans l'encadré*) préconise une sensibilisation des enseignants à une grande palette de considérations, la hâte dans la mise en place des ESPE, a conduit à privilégier les formations disciplinaires, comme en témoigne une récente enquête menée par le Bureau de liaison du Réseau des ESPE.

Pour transformer les pratiques professionnelles des enseignants et leur donner les outils nécessaires à l'accomplissement de leur mission, la formation initiale et continue est le meilleur levier d'action : actualisation des connaissances, préparation des activités pédagogiques, attitude en classe, utilisation et intégration dans la pratique pédagogique des ressources numériques, prise en compte des besoins éducatifs particuliers et aide au repérage des difficultés, notamment d'apprentissage, scolarisation des élèves en situation de handicap, spécificité de l'enseignement de l'expression écrite ou orale et de la lecture en français dans les départements, les collectivités et les territoires ultra-marins, problématiques liées à l'orientation, à l'insertion professionnelle et à la connaissance du marché du travail, prévention des situations de tension et de violence, formation aux thématiques sociétales (lutte contre tous les stéréotypes comme ceux liés au genre ; éducation à l'environnement et au développement durable ; économie solidaire...).

Rôle des DCIO : de nombreux collègues nous ont cependant signalé qu'ils étaient invités par les ESPE, comme du temps des IUFM, à intervenir sur les thèmes du fonctionnement de l'orientation, de l'insertion, de l'égalité garçons-filles, du décrochage...

L'ANDCIO avait proposé la mise en place de modules de formation communs aux enseignants et aux COP, afin de favoriser une connaissance mutuelle, et une compréhension de la complémentarité du rôle de chacun. (voir l'encadré)

**Quelques référents théoriques :**

- « **orienter vers** » et « **s'orienter vers** » sont deux perspectives de l'orientation, qui ont une légitimité tant à l'extérieur de l'Education Nationale qu'à l'intérieur : la première peut s'exprimer par : « La formation professionnelle doit répondre aux besoins de l'économie. » « Avec tes notes, tu devrais faire une CPGE. »

La deuxième, « s'orienter vers », qui s'appuie sur l'acquisition d'une véritable culture sociale, professionnelle et économique, et qui fournit le cadre d'action du CIO, s'organise en deux pôles :

- **La guidance**, qui intègre :

- **la diffusion de l'information** : information, auto-documentation, multimédia, internet, séances d'information, forums, rencontres avec des professionnels, immersion en entreprise ou en établissement d'accueil (y compris en LGT), documents nationaux, régionaux, bulletins du CIO ; également avis et pronostics des conseils de classe...

- **l'appropriation de l'information** : programme pluriannuel d'éducation à l'orientation ayant sens pour l'élève, apprentissage de la recherche des sources (notamment via internet).

- **Le conseil**, au sens de « tenir conseil avec » (en terminologie internationale : counselling), qui intervient dans un second temps, et peut être préparé par des actions du COP, visant par exemple à réduire les dissonances entre les éléments constitutifs du projet avant l'entretien de conseil.

Rôle des COP et DCIO : personnes ressources pour la formation en ESPE.

Rôle de fédérateur et d'observatoire du CIO : selon les conditions d'organisation, les CIO étaient sollicités pour un accueil individuel (souvent une semaine) ou collectif (une ou deux demi-journées) dans les locaux du CIO.

Les contenus étaient adaptés à la demande et au temps consacré : travail au quotidien des COP, fonctionnement de l'orientation, diversité des missions : suivi, décrochage...

Dans les missions redéfinies par la loi de refondation, et compte tenu des récentes évaluations PISA, il paraît indispensable de sensibiliser les futurs (et actuels enseignants) d'une part aux déterminants sociaux de l'orientation, d'autre part au caractère subjectif des politiques d'orientation des établissements auquel leur façon de travailler contribue ; et l'expérience montre que les enseignants sont particulièrement sensibles aux données concernant les établissements dans lesquels ils enseignent. D'où l'intérêt à réaliser ces actions dans les CIO locaux.

Les enseignants doivent également avoir conscience qu'ils préparent leurs élèves à s'orienter et à se former au-delà de l'école, et pour l'instant ce n'est pas prévu dans leur formation. Or, grâce aux liens noués avec les partenaires du SPRO, les CIO sont le plus qualifiés pour le faire.

**Exemples de bonnes pratiques :**

Si un petit collège B organise un petit forum métiers avec peu d'intervenants :

- avec les traditionnelles armée-police-gendarmerie et quelques professions libérales du club service local, il peut faire une majorité d'élèves ne s'identifiant à personne, « je n'ai pas trouvé d'idée de métier », ou créer des engouements difficilement gérables ensuite, « ils veulent tous être motards » ;

- avec une dispersion maximale de la représentation des secteurs, des qualifications et des statuts (agriculture ou IAA, industrie, services, santé, administration ; ouvrier, contremaître, technicien, cadre, ingénieur ; salarié, artisan ou commerçant, libéral, emploi aidé), l'élève pourra imaginer qu'il y aura une place pour lui dans un éventail très vaste bien que partiellement représenté ce jour-là.

Rôle du COP : toute action ayant un effet, concourir à une organisation aboutissant aux *effets escomptés*, en veillant notamment à une représentation majoritaire de métiers ou fonctions nécessitant un niveau bac ou post-bac (cf objectifs nationaux) et à la réalisation des trois temps de l'action : *préparation, déroulement, exploitation*.

Rôle de fédérateur et d'observatoire du CIO : fédérer les actions sur son territoire, centraliser les sollicitations des partenaires pour compléter les ressources propres à chaque établissement, et éviter des sollicitations ponctuelles ; proposer une manifestation centralisée plus ample si le transport des élèves peut être organisé et financé.

Pour l'ANDCIO, l'échelon territorial pertinent est le bassin de formation. L'ANDCIO insiste sur la nécessité de préserver des relations à égalité de périmètre entre un CIO (ou une antenne) avec les partenaires, dans la mesure où le découpage des autres institutions est compatible ; dans l'état actuel le partenariat Etablissements d'accueil - CIO - Mission locale - Pôle emploi – autres organismes est optimale sur un bassin.

Le rattachement des « ingénieurs pour l'école » aux CIO favoriserait l'organisation des relations avec les entreprises.

Indispensable également : un statut permettant au CIO de passer de vrais contrats (engagements réciproques, cofinancements) ; dans l'état actuel, il faut rechercher un établissement porteur et un intendant volontaire.

- - -

Le collège C est situé au cœur d'une friche industrielle ; sur 10 adultes, il y a 4 retraités et 3 chercheurs d'emploi ; l'élève côtoie peu les trois autres qui partent tôt le matin et rentrent tard le soir. Le collège affrète un autocar pour découvrir des zones d'activités.

Rôle du COP : contribuer à la préparation et l'exploitation de l'action.

Rôle de fédérateur et d'observatoire du CIO : dans le cadre de la commission orientation-insertion, si elle existe dans le bassin d'éducation et de formation, et en fonction des données issues de la base élèves et d'autres observations dont dispose le CIO, sensibiliser les chefs d'établissement et les enseignants sur les liens entre PCS et maîtrise de la langue, aisance sociale, ambition du choix d'orientation (cf décision d'orientation aux parents), risque de décrochage... ; évaluation des effets, le plus souvent positifs, d'actions de compensation proposées par certains établissements.

- - -

En annexes, autres exemples à l'initiative des CIO :

- Exemple de fiche action croisant orientation et disciplines
- Exemple de fiche action croisant orientation et items du livret de compétences

## En cinq ou six mots :

**Dynamique** : c'est la moindre qualité d'un parcours ; celui-ci doit générer et entretenir une dynamique d'une étape à l'autre.

**Continuité** : les programmes « annuels » doivent être la déclinaison opérationnelle de projets pluriannuels.

**Organisation** : toute action spécifique se prépare, se déroule et s'exploite.

**Evaluation** : toute action spécifique doit correspondre à un objectif, et prévoir son évaluation : « quand l'action se sera déroulée, voilà ce qui en résultera »

**Unicité-Centralisation** : toute mise en œuvre d'une fraction de programme, toute action spécifique doit être annoncée explicitement comme contributive du PIIODMEP pour donner du sens vis-à-vis des élèves et des familles ; l'ensemble des actions envisagées sera rassemblé dans le programme de l'établissement, l'expérience montre que pour certains objectifs les actions sont nombreuses et que d'autres objectifs sont peu servis.

**Partenariat** : il permet de compléter ce que les enseignants, majoritairement chargés de la mise en œuvre de l'orientation, ne peuvent pas faire.